



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée  
(Adresse temporaire)  
53 rue de Verdun  
85000 La Roche sur Yon  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr  
Réf Préf : dossier n°2014/1369 - affaire n°2022/0730  
Réf DREAL/UD85 : CS – ENV – D.22.371  
n° GUN : 0006300834

La Roche sur Yon, le 31 août 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **ASSAINISSEMENT BODIN**

12 rue Michel Dugast  
85200 FONTENAY LE COMTE

Code AIOT : 0006308034

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2022 dans l'établissement ASSAINISSEMENT BODIN implanté 12 rue Michel Dugast 85200 FONTENAY LE COMTE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure n°2022-DCL-BENV-761 du 4 juillet 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSAINISSEMENT BODIN
- 12 rue Michel Dugast 85200 FONTENAY LE COMTE
- Code AIOT : 0006308034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société ASSAINISSEMENT BODIN est autorisée par arrêté n°18-DRCTA-1-626 du 25 octobre 2018 à exploiter une installation de transit de matières hydrocarburées et de traitement de matière de vidanges située rue DUGAST à Fontenay-le-Comte. Suite à la visite du 24 mai 2022, un arrêté de mise en demeure a été signé le 4 juillet 2022 pour le respect de plusieurs prescriptions de l'arrêté d'autorisation de 2018. Les actions correctives de la part de l'exploitant sont attendues sous 1 à 2 mois suivants le type d'action à réaliser.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 4 juillet 2022,
- autres remarques objets du compte rendu de la visite du 24 mai 2022

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Effluents et réseau séparatif	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.2.2 §1 et 4.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plans des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Conception, entretien et dysfonctionnement des ouvrages de traitement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Fréquence d'analyse sur les eaux pluviales (hors accident et incendie)	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.4.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Protection des milieux en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.5.5	Susceptible de suites	Sans objet
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.3.3	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection reste en attente d'une mesure corrective concernant la gestion des eaux pluviales sur la zone de traitement des déchets de fosses en plate-forme Nord-Est. L'action corrective concernant la mise à couvert de la zone est en lien avec la mise en place de panneaux photovoltaïques sur un hangar Cette modification doit faire l'objet d'une demande auprès du préfet conformément au R.181-46 du code de l'environnement (et en lien avec la section relative aux installations panneaux photovoltaïques au sein des ICPE de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010). Le délai imparti sur ce point n'a pas encore expiré.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Effluents et réseau séparatif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.2.2 §1 et 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de gestion des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 04/09/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 4.2.2 (§1) : Tous les effluents aqueux sont canalisés et collectés dans des réseaux séparatifs qui distinguent les eaux sanitaires, les eaux pluviales et les eaux résiduaires industrielles. Art. 4.3.1 : Les effluents identifiés au 4.2.1 du présent arrêté font l'objet des traitements suivants en fonction de leur nature : > les eaux domestiques sont dirigées vers le réseau communal des eaux usées, > les eaux pluviales et les eaux issues du lavage extérieur des camions sont dirigées vers des séparateurs présents sur site et puis vers les cuves de récupération des eaux pluviales puis infiltrées dans le sol ;

> les eaux industrielles issues du traitement par déshydratation sont recyclées dans le nettoyage et la remise en charge des dispositifs d'assainissement uniquement. Ces eaux ne peuvent être utilisées dans le cadre de nettoyage ou autres travaux d'assainissement sur les canalisations. A défaut, elles sont traitées conformément au titre 5 (déchet) du présent arrêté.

**Constats :** Depuis la visite d'inspection de mai 2022, l'exploitant :

- a mis en place un dispositif de récupération des eaux issues du traitement des résidus de fosses septiques permettant de guider les eaux vers la cuve de récupération, limitant ainsi le ruissellement via la plateforme.

- a repris la canalisation des eaux des toitures existantes sur la zone Est du site afin de les diriger vers le parking en enrobé.

Comparativement à la visite de mai 2022, lors de la visite d'août 2022, la zone de récupération des fonds de camion de curage de fosse septique n'était pas pleine. La fosse bétonnée constituée de 3 compartiments permet la décantation de ces déchets. L'exploitant a confirmé que les eaux et éléments solides décantés étaient pompés et traités comme des déchets. L'exploitant a indiqué que le dernier compartiment présentant un tampon est relié à la cuve de récupération des eaux de traitement.

La couverture de la zone Nord-Est sera réalisée au moyen d'un hangar photovoltaïque devant faire l'objet d'une demande auprès du préfet (R.181-46 du code de l'environnement) comme indiqué dans le compte rendu de la visite précédente. Même s'il fait appel à un prestataire extérieur louant la surface d'exposition, la société ASSAINISSEMENT BODIN, titulaire de l'autorisation d'exploitation au titre des installations classées, reste l'unique interlocuteur de l'inspection sur les modifications concernant le périmètre ICPE. Cet ouvrage devrait permettre de couvrir la benne de traitement et la zone de récupération des fonds de camion de curage de fosse.

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois selon l'article 2.1 de l'arrêté de mise en demeure du 4 juillet 2022 pour un retour à la conformité (séparation des réseaux).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Plans des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets aqueux et réseau de gestion

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

lors de la visite d'inspection du 24/05/2022

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

date d'échéance qui a été retenue : 04/08/2022

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

> l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

> les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),

> les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),

> les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :** Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte a été modifié suite aux observations réalisées sur site le 29 août 2022 et transmis le 30 août 2022.

L'exploitant respecte les prescriptions de l'article 2.2 de l'arrêté de mise en demeure du 4 juillet 2022.

**Observations :** Le schéma du processus de traitement des déchets de fosses septiques a été complété. Néanmoins les interconnexions entre les cuves CE2/CE3/DE2/DE1/D2/BF doivent être

encore tracées. Afin de préserver la lisibilité des informations, l'exploitant pourra réaliser un plan à part spécifique sur cette zone.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Conception, entretien et dysfonctionnement des ouvrages de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien des dispositifs de traitement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

lors de la visite d'inspection du 24/05/2022

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

date d'échéance qui a été retenue : 04/08/2022

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition.) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués dans le but de rejeter vers le milieu les flux mélangés.

**Constats :** Dans son courrier du 13 juillet 2022, l'exploitant :

- transmet des photos prises lors du curage de SE1 et SE2,

- indique que le flotteur défectueux de SE2 sera changé semaine 29. Lors de la visite du 29 août 2022 il a été constaté que le flotteur en place ne présentait plus de problème et que le séparateur était propre.

- transmet les photos des nouveaux tampons ("pleins" et non de type grille) du bassin d'infiltration des eaux pluviales situés sur le parking. Ces dispositifs ont été complétés par la mise en place d'un joint d'étanchéité.

L'exploitant respecte les prescriptions de l'article 2.3 de l'arrêté de mise en demeure du 4 juillet 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 5 : Fréquence d'analyse sur les eaux pluviales (hors accident et incendie)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

lors de la visite d'inspection du 24/05/2022

type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 04/08/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> Les analyses sur les eaux pluviales sont réalisées en sortie de séparateur tous les ans. Les paramètres analysés sont ceux cités aux articles 4.4.2 et 4.4.3 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 13 juillet 2022, l'exploitant transmet les résultats de l'analyse: - du séparateur SE1 de juin 2022. Les résultats d'analyse ne montrent pas de non-conformité aux valeurs limites prescrites dans l'arrêté d'autorisation. - du séparateur SE2 d'août 2022. Les résultats d'analyse ne montrent pas de non-conformité aux valeurs limites prescrites dans l'arrêté d'autorisation.  L'exploitant respecte l'article 2.4 de l'arrêté de mise en demeure du 4 juillet 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Protection des milieux en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux en cas d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément au dossier de demande une cuve de 60 m <sup>3</sup> permet de récupérer les eaux d'extinction. Cette cuve est maintenue vide afin de pouvoir être disponible à tout moment. Un ouvrage de type by-pass sera installé en amont de cette cuve enterrée permettant ainsi de diriger les eaux de ruissellement vers la cuve de stockage étanche dédiée aux eaux d'extinction et d'obturer l'accès au bassin de stockage-infiltration.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de deux cuves de 40 et 20 m <sup>3</sup> . La cuve de 40 m <sup>3</sup> dédiée à la récupération des eaux en cas d'incendie, contrôlée par sondage, est vide.  La clé pour le by-pass, facilement accessible, est située à proximité du dispositif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien équipement incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 13 juillet 2022, l'exploitant a transmis la photo de l'étiquette de l'extincteur de la zone de dépotage annotée du contrôle de juillet 2022. L'exploitant respecte dorénavant les prescriptions de l'article 8.3.3 de son arrêté d'autorisation pour l'extincteur de la zone de dépotage des camions de récupération des fosses septiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet